

DERIVES DE LA CHASSE ET DES SERVICES PUBLICS

Avantages en nature, subventions publiques disproportionnées, manque de transparence, impossibilité d'accéder aux informations, refus de transmission de documents communicables, falsifications, procédures-baillons, liens d'intérêts, absence de neutralité des services publics, lobbyisme, etc

Rambouillet forêt onf/parc de chasse/parc animalier 78

<https://www.onf.fr/onf/%2B/12e8::un-nouveau-projet-pour-le-renouvellement-de-lespace-rambouillet.html>

https://actu.fr/ile-de-france/sonchamp_78601/yvelines-l-onf-va-confier-l-espace-rambouillet-a-une-societe-privée_44704357.html#

le nouvel opérateur prévoit d'investir 8 millions d'euros. Pour la gestion du parc forestier et animalier, une société a été créée

https://actu.fr/ile-de-france/rambouillet_78517/espace-rambouillet-un-nouveau-gestionnaire-a-ete-choisi-pour-une-duree-de-30-ans_54894974.html

<https://www.espacerrambouillet.fr/parrainage>

Holding familiale

<https://www.leparisien.fr/yvelines-78/espace-rambouillet-en-passant-a-la-gestion-privée-le-parc-animalier-trouve-un-nouveau-souffle-17-04-2024-IOJ2OFGPFCXHFWMFPPUHS3DU.php>

<https://www.vosgesmatin.fr/economie/2022/11/08/pierre-singer-aux-manettes-du-domaine-de-rambouillet>

https://actu.fr/ile-de-france/rambouillet_78517/espace-rambouillet-un-nouveau-gestionnaire-a-ete-choisi-pour-une-duree-de-30-ans_54894974.html

https://fr.linkedin.com/posts/pierre-singer-8a470b31_camille-singer-directrice-g%C3%A9n%C3%A9rale-de-wild-activity-7092763727388626944-QXbq

<https://www.lejournaldesentreprises.com/article/pierre-singer-ancien-codirigeant-du-parc-de-sainte-croix-cree-la-holding-touristique-wild-connexion-2063668>

<https://www.pappers.fr/entreprise/wild-connexion-894393560>

<https://www.pappers.fr/entreprise/wild-connexion-894393560#>

Gestion du Parc de Rambouillet par le Domaine de Chambord. En cours en 2024 classement national comme pour Chambord

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT00000834800>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000036976757>

arrêté du 8 octobre 1957 classement réserve nationale de chasse domaine de Chambord JO page 9960 modification arrêté 19 juillet 1947

[https://www.legifrance.gouv.fr/download/secure/file/Mt83\\$8RQw62TXS\\$GoUUd](https://www.legifrance.gouv.fr/download/secure/file/Mt83$8RQw62TXS$GoUUd)

Classement forêt Rambouillet forêt de protection

https://www.yvelines.gouv.fr/contenu/telechargement/3800/25140/file/Noticedegestion_cle2e9f12.pdf

<https://www.onf.fr/chasse/+/126e::la-reserve-biologique-dirigee-de-la-foret-domaniale-de-rambouillet-grandit.html>

Subventions publiques / avantages financiers

L. Wauquiez 3 millions d'euros de subvention aux chasseurs.

<https://reporterre.net/Laurent-Wauquiez-accorde-une-subvention-de-3-millions-d-euros-aux-chasseurs>

« Frapna, la fédération des associations de protection de la nature de la région, dont la subvention de fonctionnement a été réduite à néant, alors qu'elle emploie plus d'une centaine de salariés. « Une décision justifiée par le fait que la région ne subventionnerait plus le fonctionnement des associations, rappelle Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale d'opposition du rassemblement de la gauche et des écologistes. Or, les chasseurs vont justement toucher 750.000 euros de fonctionnement... Il y a un double discours.»

<https://reporterre.net/M-Wauquiez-multiplie-par-40-les-subventions-aux-chasseurs>

Pour les sociétés de chasse, si le coût des travaux est supérieur ou égal à 8500 €, taux de financement Régional maximal de 30%, sans plafond de subvention

<https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides/financer-des-actions-en-faveur-des-locaux-de-chasse>

Accord ministre chasseur et FNC 80 millions d'euros

<https://www.lafranceagricole.fr/chasse/article/837899/80-millions-d-euros-pour-reduire-les-degats-de-grand-gibier>

L'argent public pour indemniser les agriculteurs est versé aux Fédérations des chasseurs !

<https://centre.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=12807>

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/le-maraicher-poursuivi-pour-des-violences-sur-un-expert-a-ete-relaxe-par-le-tribunal-de-blois-1664892637>

<https://www.lanouvellerepublique.fr/loir-et-cher/commune/chemery/loir-et-cher-le-prefet-debat-avec-les-agriculteurs-de-la-coordination-rurale>

Renflouement finances de la chasse par la redevance de l'eau

<https://siep-du-santerre.fr/actualites-siep-du-santerre/294-l-eau-payé-desormais-l-eau-la-biodiversite-et-la-chasse>

<https://www.ecologie-radical.org/engagements/actions/2113-lettre-ouverte-a-la-cour-de-comptes>

<https://www.eauxglacees.com/Bercy-veut-recuperer-2-4-milliards>

<https://www.marianne.net/economie/economie-francaise/favoritisme-ou-bourde-le-duel-suez-veolia-va-t-il-faire-exploser-le-premier-marche-public-de-leau-en-france>

<https://www.aspas-nature.org/la-cour-des-comptes-denonce-le-hold-up-d-un-etablissement-public-l-oncfs-par-les-chasseurs-2/>

Défiscalisation mécénat chasse

<https://joursdechasse.com/blog/chambord-rambouillet-de-linteret-du-mecenat-cynegetique/>

Association de chasse loi 1901 ou à but lucratif ?

Considérant qu'il résulte de l'instruction que, pendant les années 1974 et 1979, l'association "CLUB DE CHASSE DU VERT GALANT" a, dans les conditions qui ont été décrites ci-dessus, organisé, selon un mode de rémunération forfaitaire susceptible de dégager des excédents, des parties de chasse ; qu'elle s'est ainsi livrée à des opérations de caractère lucratif ; qu'elle n'est dès lors pas fondée à soutenir qu'elle n'était pas, en vertu des dispositions susrappelées, passible de l'impôt sur les sociétés au titre desdites années ;

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000007626712/>

Les cadeaux aux chasseurs, gilets jaunes et Pacte de Chambord

<https://www.ouest-france.fr/societe/gilets-jaunes/gilets-jaunes-emmanuelle-wargon-remercie-les-chasseurs-de-ne-pas-avoir-rejoint-la-mobilisation-6271824>

<https://www.fdc62.com/infos-actus/flash-info/509-le-cadeau-aux-chasseurs-vu-differemment-par-rtl-et-par-la-fnc>

https://www.fdc42.chasseauvergnerhonealpes.com/wp-content/uploads/sites/5/2019/01/2019_01_28_REFORME-LOI-CHASSE.pdf

Forêt Essonne 200.000€ appel d'offres chasses pendant 4 ans

<https://www.leparisien.fr/essonne-91/ils-se-sont-foutus-de-nous-lessonne-prete-a-payer-des-chasseurs-pour-intervenir-dans-ses-forets-17-09-2022-P6XZDKT3AZAUHMCQGVVYWHNIY.php>

Annulation délibération subvention société chasse

https://actu.fr/normandie/vire-normandie_14762/a-coulouvray-boisbenatre-le-maire-fait-voter-une-subvention-a-sa-societe-de-chasse_59646288.html

https://www.dalloz.fr/documentation/Document?id=TA_CAEN_2023-05-12_2100695

Clientélisme

<https://www.blast-info.fr/articles/2022/clientelisme-macron-detourne-les-aides-a-la-biodiversite-au-profit-des-chasseurs-mxWnvuqXRc-r4g3af2Egmw>

rapport de la Cour des comptes juillet 2023

<https://www.ecologie-radical.org/engagements/actions/2113-lettre-ouverte-a-la-cour-de-comptes>

Les chasseurs profitent :

« Quinze millions d'euros dans une corbeille écologique entre la chasse et l'Etat, c'est bien en deçà de l'action quotidienne et écosystémique des chasseurs français, mais c'est une première grande reconnaissance de notre travail. »

<http://www.ancge.fr/actualites/actualites-generales/179-discours-du-president-de-la-fnc-willy-schraen>

La subvention à la société de chasse jugée illégale, le juge administratif annule la subvention de la commune de 100 euros à la société de chasse. La société de chasse, dont le maire de la commune est le président, bien que dépourvue de but lucratif, poursuit des objectifs qui ne se confondent pas avec les intérêts de la généralité des habitants de la commune. Dès lors, le maire doit être regardé comme intéressé, au sens des dispositions précitées. Il ressort des pièces du dossier que le maire a participé au débat et au vote de la délibération attaquée. Dès lors, le maire, qui était intéressé au vote de cette subvention, doit être regardé comme en ayant influencé le résultat. »

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9390>

Choix du bénéficiaire du droit de chasse. **Le fait de réserver le droit de chasse à titre gratuit à une catégorie de citoyens** constitue un avantage qui n'est justifié ni par l'intérêt du service ni par une contrepartie mise à leur charge (CE, 14 septembre 1994, commune d'Escoutoux, n° 114910). Aucune discrimination ne doit être faite entre les postulants (CAA Nancy, 18 juin 2015, association communale de chasse agréée de Bertrichamps, n°14NC01692: illégalité de l'exclusion par principe des personnes morales).

https://ume.asso.fr/IMG/pdf/Le_conseil_municipal_et_la_chasse.pdf?4183/75bbf71b45eb38f3b9112917d1f8e8897d6ab4e7

Avantages en nature

Domaine de Chambord chasses parlementaires

"Comme je considère que c'est un avantage donné à certains, je suis intéressé pour obtenir la liste des participants, et notamment des participants parlementaires. Parce que je ne vois pas trop l'apport pour notre pays d'inviter des parlementaires à venir tirer le sanglier et le faisán à Chambord."

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/les-chasses-du-domaine-de-chambord-premier-combat-de-la-nouvelle-association-des-journalistes-pour-la-transparence-2419240.html>

<https://blog.madada.fr/articles/2024/03/21/amicus-curiae.html>

Mise à dispo personnel communal et terrain communal gracieusement St-Marcel 07

Le président de la fédération de la chasse de l'Ardèche, le président de l'ACCA de St Marcel et le maire de St Marcel ont signé une convention pour l'aménagement du territoire pour le développement de la Biodiversité.

*Cette convention prévoit de favoriser le développement et la connaissance des gibiers tel que les perdrix rouges, le lapin de garenne et le lièvre d'Europe par la réalisation des opérations suivantes : ouverture et entretien des milieux ouverts, mise en place de cultures faune sauvage, aménagement spécifique lapin de garenne, perdrix rouge et lièvre d'Europe, repeuplement, gestion et suivi des populations d'espèces proies chassables, évaluation des actions entreprises. La commune s'engage à aider l'ACCA dans la mise en place et l'entretien des aménagements réalisés dans la limite de **10 journées agents**, accorder la **réalisation de ces actions sur les terres lui appartenant**, aide à la gestion, l'organisation et à la valorisation des actions engagées pour la biodiversité.*

<https://img.mesopinions.com/34/2020-06-25%20TRIBUNE%20CONVENTION%20ST%20MARCEL%20001.jpg?ts=1594045589746>

[https://img.mesopinions.com/34/2020-06-](https://img.mesopinions.com/34/2020-06-18%20TRIBUNE%20UNE%20ASSO%20INTERPELLE%20LE%20MAIRE%20001.jpg?ts=1594045589746)

[18%20TRIBUNE%20UNE%20ASSO%20INTERPELLE%20LE%20MAIRE%20001.jpg?ts=1594045589746](https://img.mesopinions.com/34/2020-06-18%20TRIBUNE%20UNE%20ASSO%20INTERPELLE%20LE%20MAIRE%20001.jpg?ts=1594045589746)

Chasses réservées à une minorité sur une propriété d'une collectivité publique. 38

Le militant écologiste décrivait comment le Département aurait signé en mai une convention autorisant la chasse avec une association « pas encore déclarée officiellement. Et ce en mettant « devant le fait accompli » le Parc naturel régional du Vercors, où se trouve la parcelle.

<https://www.placegrenet.fr/2021/10/18/chasses-presidentielles-de-jean-pierre-barbier-le-departement-annonce-porter-plainte-pour-diffamation/548974>

« Curieusement la délibération du conseil départemental du 31 mai comprend une convention avec une association dénommée « La Diane de l'Isère » pas encore déclarée officiellement. Les élus ont donc voté sans avoir une information complète et transparente...

...En résumé, il s'agit d'ouvrir une chasse privée, réservée à une minorité de chasseurs sur une propriété que tous les contribuables ont financée.

Cela ressemble étonnamment à une chasse présidentielle accessible à des invités dans un espace naturel à grande valeur scientifique et paysagère jusque-là totalement protégée...

<https://www.ades-grenoble.org/wordpress/2023/07/07/relaxe-de-jean-francois-noblet-defenseur-de-lenvironnement-attaque-par-m-barbier/>

<https://www.ledauphine.com/faits-divers-justice/2021/11/08/isere-droit-de-chasse-dans-une-reserve-des-hauts-plateaux-du-vercors-le-departement-de-l-isere-a-porte-plainte>

<https://www.francebleu.fr/infos/politique/fraude-electorale-deux-ans-de-privation-des-droits-d-eligibilite-pour-fabien-mulyk-3821901>

<https://www.placegrenet.fr/2024/02/01/fraude-electorale-fabien-mulyk-maire-de-corps-condamne-a-six-mois-de-prison-avec-sursis-et-deux-ans-dineligibilite/622363>

Autorisation chasse à courre en forêt citoyenne. La vice-présidente du conseil départementale est chasseuse à courre. 22

« les veneurs et veneuses s'offrent la forêt d'Avaugour-Boismeur grâce au conseil départemental des Côtes-d'Armor et sa vice-présidente en charge de l'environnement, Véronique Méheust. Ou comment confondre responsabilité politique et intérêts personnels »

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/saint-pever-22720/cotes-d-armor-chasse-courre-la-conseillere-departementale-attaque-en-justice-6624970>

Bail de chasse de collectivités publiques, parfois sans contrepartie financière (sans loyer de chasse)

Le présent bail de chasse est consenti à titre gratuit

<https://www.saint-etienne.fr/sites/default/files/actes/546-Affichage.pdf>

[https://deliberations.puy-de-](https://deliberations.puy-de-dome.fr/webdelibplus/jsp/showFile.jsp?datePub=null&dateRetLega=14/10/2020&pdf=O%2BovOpNiDXk4sPEEY80e4sS53GS0sK4fqUNzpPilmFcNNkx%2BTqSn6NcCoEvAfojJijHlf%2BPQNnHS2n6x6bnfQu5G03ZrDe9h%2FdQJRx88hOprPtRdGShjmxhsST1C%2BkU4VvnpC9bF5RqJiAhHb9OOezK6znOg2suon80BPAPrvsvEseDWmw%3D%3D)

[dome.fr/webdelibplus/jsp/showFile.jsp?datePub=null&dateRetLega=14/10/2020&pdf=O%2BovOpNiDXk4sPEEY80e4sS53GS0sK4fqUNzpPilmFcNNkx%2BTqSn6NcCoEvAfojJijHlf%2BPQNnHS2n6x6bnfQu5G03ZrDe9h%2FdQJRx88hOprPtRdGShjmxhsST1C%2BkU4VvnpC9bF5RqJiAhHb9OOezK6znOg2suon80BPAPrvsvEseDWmw%3D%3D](https://deliberations.puy-de-dome.fr/webdelibplus/jsp/showFile.jsp?datePub=null&dateRetLega=14/10/2020&pdf=O%2BovOpNiDXk4sPEEY80e4sS53GS0sK4fqUNzpPilmFcNNkx%2BTqSn6NcCoEvAfojJijHlf%2BPQNnHS2n6x6bnfQu5G03ZrDe9h%2FdQJRx88hOprPtRdGShjmxhsST1C%2BkU4VvnpC9bF5RqJiAhHb9OOezK6znOg2suon80BPAPrvsvEseDWmw%3D%3D)

*Le bail de chasse est un contrat de louage de choses visé par l'article 1709 du Code civil, qui le définit comme un contrat par lequel l'une des parties « s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer ». Cette définition interdit aussi bien le bail de chasse perpétuel (CA Paris, 19 juin 1971; Cass. civ. 8 mai 1983), que le bail de chasse gratuit, **le prix devant en outre être « sérieux »** (Cass. civ., 27 avril 1986);*

[https://ume.asso.fr/IMG/pdf/Le conseil municipal et la chasse.pdf?4183/75bbf71b45eb38f3b9112917d1f8e8897d6ab4e7](https://ume.asso.fr/IMG/pdf/Le_conseil_municipal_et_la_chasse.pdf?4183/75bbf71b45eb38f3b9112917d1f8e8897d6ab4e7)

Dispense de cotisations

Considérant qu'il résulte de l'instruction que l'association "L'AUBEPINE" dispose des lots de chasse dont son président est adjudicataire et réparti entre les membres dits actifs de l'organisme la charge financière de l'opération ; que les cinq membres fondateurs de l'association sont dispensés de toute cotisation ou participation financière et pratiquent ainsi gratuitement l'exercice

de la chasse ; qu'en raison de cet avantage équivalent à une rémunération, et quels que soient les services rendus par ses dirigeants, la gestion de l'association ne peut être regardée comme désintéressée ; que ces circonstances donnent à son activité le caractère d'une exploitation lucrative

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000007518918/>

Refus accès infos

Domaine de Chambord 41 : obligation saisine CADA, tribunal administratif, conseil d'Etat et la CEDH

<https://blog.madada.fr/articles/2024/03/21/amicus-curiae.html>

CADA saisine suite à refus 85

Avis n° 20225965 du 03 novembre 2022 FDC85

- 1) les comptes rendus de la commission départementale de la chasse et la faune sauvage ;
- 2) les délibérations de l'assemblée générale de la fédération départementale des chasseurs de la Vendée;
- 3) le rapport annuel du commissaire aux comptes de cette fédération;
- 4) les comptes annuels de cette fédération

<https://www.facebook.com/groups/397008360840684/permalink/1371215016753342>

Avis n° 20235373 du 12 octobre 2023 FDC85

demande de communication des documents suivants :

- 1) toutes les déclarations d'intérêts, faites auprès de la CDCFS, des membres/employé(e)s de la fédération qui sont membres de la commission départementale de la chasse et la faune sauvage (CDCFS) ;
- 2) les délibérations de l'assemblée générale de la fédération ;
- 3) le rapport annuel du commissaire aux comptes de la fédération ;
- 4) les comptes annuels de la fédération ;
- 5) les synthèses des cartons de prélèvement pour chaque saison de chasse en Vendée ou, si pas de synthèse, les cartons de prélèvement ;
- 6) a) les plans de chasse pour le cerf, la chevreuil, le sanglier et le lièvre ;
- 6) b) les avis mentionnés dans l'article L425-8 du code de l'environnement : « le plan de chasse, qui prend en compte les orientations du schéma départemental de gestion cynégétique, est mis en oeuvre après avis de la chambre d'agriculture, de l'Office national des forêts, de l'association départementale des communes forestières et de la délégation régionale du Centre national de la propriété forestière par le président de la fédération départementale des chasseurs. » ;
- 7) tous les documents concernant les ricochets que la fédération met à disposition de ses membres et des candidats aux examens y compris pendant la formation ;
- 8) tous les documents concernant les accidents de chasse y compris les accidents routiers en Vendée ;
- 9) tous les documents depuis 2010 qui les mentionnent (y compris ceux dans lesquels leurs noms sont mal orthographiés par exemple « DE HANN » ou « FRANCKS ») et/ou leur propriété

CADA et tribunal administratif suite à refus 87

https://www.ecologie-radical.org/images/stories/doc_pdf/Obligations_prfecture_87_transmission_informations_Environnement.pdf

CDCFS commission départementale de la chasse et de la faune sauvage

Ces commissions rendent un avis obligatoire concernant les projets relatifs à la chasse.

Leur composition est régulièrement dénoncée par les associations puisque, de fait, majoritairement composées de chasseurs.

Leur impartialité est régulièrement contestée.

La composition des commissions consultatives a souvent pour objectif d'assurer la représentation d'un certain nombre de parties prenantes voir d'intérêts.

Le respect de cet équilibre des parties en présence est essentiel.

*Principe d'impartialité, impartialité subjective : pèse sur la commission une exigence **d'impartialité de caractère objectif.***

L'obligation d'impartialité s'impose à tout organisme administratif.

L'obligation d'impartialité est le plus souvent de caractère subjectif : elle conduit à s'intéresser à la personne et à son comportement.

Les prises de position publique des membres d'une autorité administrative indépendante de nature à compromettre le respect du principe d'impartialité.

Le respect de cet équilibre est important. On connaît les difficultés que rencontrent les pouvoirs publics pour mettre en place des dispositifs de consultation réellement susceptibles d'améliorer le processus de décision et de rendre plus acceptables les choix effectués, notamment en matière d'environnement où le droit de participation du public a été élevé au rang de principe à valeur Constitutionnelle.

Une circulaire ministérielle du 26 mars 20121 qui invite les préfets à veiller « à l'équilibre entre les représentants des différents intérêts » lors de la nomination des membres de la formation spécialisée précise que « les personnalités qualifiées doivent être

Indépendantes.

https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CRP/conclusion/2016-12-16/391663?download_pdf

Le profil des membres de ces instances dans les différents départements interroge.

Neutralité services publics variable !

Conférence annulée car dénonçant la chasse

https://www.lechorepublicain.fr/rambouillet-78120/actualites/rambouillet-une-exposition-de-festiphoto-refusee-par-la-sous-prefecture-en-raison-d-une-conference-sur-la-chasse_14370940/

Conférences acceptées sur la chasse

<https://www.montegut40.fr/Montegut/Agenda-et-actualites/A-noter-sur-vos-agendas/Conference-sur-la-chasse>

<https://www.ouest-france.fr/normandie/balleroy-sur-drome-14490/conference-sur-la-chasse-en-foret-de-cerisy-5965881>

La FDC31 conteste le retrait des terrains de l'ACCA des propriétés communales de Lherm

Maire et ACCA page 27

22. Une commune peut-elle, en tant qu'apporteur de terrains, faire opposition de conscience ?

*Le terme de « convictions personnelles » entre en contradiction avec le **principe de neutralité du service public.***

https://www.fdc51.com/wp-content/uploads/2020/07/foire_aux_questions_acca_fnc_vf.pdf

<https://www.ladepeche.fr/2023/12/06/en-haute-garonne-le-maire-interdit-la-chasse-pour-des-raisons-de-securite-et-finit-au-tribunal-11625259.php>

<https://savoir-animal.fr/securite-des-non-chasseurs-priorite-fictive/>

Menaces contre le maire de Lherm 31

<https://www.facebook.com/vakitamedia/videos/364022796362683>

<https://www.vakita.fr/fr/un-maire-face-a-la-chasse>

Intimidations contre la maire de Valaire 41

Des « messages » d'intimidation lui ont même été envoyés, à l'image de ce lapin mort déposé devant sa boîte aux lettres. Le cadavre d'un renard a également été retrouvé à l'entrée du bois communal de Valaire, qu'elle a interdit à la chasse en 2015 ; à ses côtés gisait un Playmobil habillé en lieutenant de l'ouvèterie, et amputé d'une jambe.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/30/remous-dans-les-forets-solognotes-autour-de-la-chasse-aublaireau_6021170_3232.html

Maire Ste-Lorette condamné au pénal et Tribunal administratif pour son arrêté autorisant la chasse d'animaux domestiques 42

Il estime ne pas avoir "failli à sa responsabilité républicaine". Pourquoi le maire n'a-t-il pas stoppé cette battue dès la réception d'un SMS du procureur lui indiquant qu'il allait commettre une infraction ?

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/chevres-tuees-a-lorette-gerard-tardy-assume-l-abattage-le-parquet-requiert-3-000-euros-d-amende-5720764>

Le maire et six chasseurs se sont rendus sur place à 7h30, ils ont fait sortir les chèvres du cimetière en les dirigeant vers une partie boisée à proximité et ont abattu neuf d'entre elles. Trois chèvres se seraient réfugiées dans la colline du Crest Cocu.

Mais cette battue s'est faite sans l'autorisation de la préfecture de la Loire. Les services ont écrit samedi au maire de Lorette, pour rejeter sa demande et lui rappeler qu'il n'était pas autorisé à procéder à cet abattage.

<https://www.associationstephanelamart.com/actualites-le-maire-de-lorette-fait-abattre-neuf-chevres-sans-autorisation--a117.html>

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/chevres-abattues-a-lorette-le-maire-condamne-a-2-000-euros-d-amende-7667338>

<https://mesinfos.fr/42420-lorette/nouveaux-rendez-vous-judiciaires-pour-gerard-tardy-le-maire-de-lorette-181182.html>

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/lorette-le-maire-abroge-l-arrete-municipal-qui-autorisait-l-abattage-des-chevres-1640617099>

<https://www.doctrine.fr/d/TA/Lyon/2022/TA04B8FA0B74F80D53CCCO>

Atteintes à la probité (prises illégales d'intérêts, détournement de fonds publics...)

Guy Harlé d'Ophove, président de la Fédération des chasseurs de l'Oise et vice-président du conseil régional a été placé en garde à vue le 15 janvier dernier pour prise illégale d'intérêt.

<https://observatoire.anticor.org/2024/01/30/184-oise-vise-par-une-enquete-pour-prise-illegale-dinterets-le-president-des-chasseurs-place-en-garde-a-vue>

Règles relatives à la notion de « personne intéressée ».

A ainsi été déclarée illégale une délibération accordant un bail à une société de chasse dont le maire est sociétaire, qui s'est déroulée sous sa présidence et sur laquelle il a pu ainsi exercer une influence, alors même qu'il n'a pas pris part au vote (CE, 21 avril 2000, association de chasse communale La Bête noire, n° 161530).

https://ume.asso.fr/IMG/pdf/Le_conseil_municipal_et_la_chasse.pdf?4183/75bbf71b45eb38f3b9112917d1f8e8897d6ab4e7

FDC13 rapport de la Cour des comptes

<https://marsactu.fr/pour-la-cour-des-comptes-letat-a-failli-face-aux-derives-de-la-federation-des-chasseurs/>

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-federation-departementale-des-chasseurs-des-bouches-du-rhone>

Plainte au parquet financier AOC et CVN

<https://www.ecologie-radical.org/media/communiques/2145-communique-depot-de-plainte-a-l-encontre-des-financements-de-la-chasse-francaise>

<https://alliance.opposantschasse.org/wp-content/uploads/2024/01/plainte-d%C3%A9tournement-argent.docx>

Parasitisme contrefaçon FNC LPO

<https://www.lpo.fr/qui-sommes-nous/espace-presse/communiques/cp-2021/les-chasseurs-condamnes-pour-parasitisme-de-la-lpo>

<https://www.lpo.fr/qui-sommes-nous/espace-presse/communiques/cp2022/la-federation-nationale-des-chasseurs-condamnee-pour-avoir-plagie-la-lpo>

Parasitisme FDC 87 ASPAS

<https://www.aspas-maitre-renard.org/la-justice-interdit-aux-chasseurs-de-sapproprier-la-journee-mondiale-des-blaireaux/>

Rédactions textes règlementaires rédigés par les chasseurs

Modification arrêté ministériel relatif à la vénerie

L'arrêté de 1982 relatif à la pratique de la vénerie a été modifié pour que la pratique de la chasse à courre soit cadrée lorsque l'animal de grande vénerie se retrouve en zone habitée.

C'était une demande du Président de la République, faite à Willy SCHRAEN le 15 février dernier, pour éviter d'avoir à revivre des situations compliquées telle que celle du cerf de l'Oise qui avait défrayé la chronique en octobre 2017.

Le travail préparatoire important conduit par la FNC avec la Société de vénerie a permis de traduire dans cet arrêté ce qui est déjà établi dans la charte des veneurs. Le mode opératoire chronologique y est désormais fixé.

http://www.chasse44.fr/images/6_actu/FNC/20181129-Flash%20Info%20du%20CNCFS%2029%2011%2018.pdf

Arrêté préfectoral déterrage blaireau rédigé par un chasseur ?

découvert en analysant les métadonnées des documents publiés sur le site de la préfecture de la Nièvre que c'est le directeur de la fédération des chasseurs de la Nièvre qui a lui-même rédigé les arrêtés litigieux !

AVES France assure que l'arrêté autorisant la vénerie sous terre a été rédigé par Florent Ortu, le président de la fédération de la chasse de la Nièvre. Après avoir vérifié les métadonnées du fichier disponible en accès libre sur le site de la préfecture de la Nièvre, nous pouvons confirmer que Florent Ortu apparaît bien comme en étant "l'auteur".

en Gironde pour un cas similaire. Depuis, il le fait pour tous les fichiers du genre. On a déjà vu des récurrences dans la Nièvre et en Haute-Marne par exemple."

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte/nièvre/nevers/dans-la-nievre-l-arrete-sur-la-chasse-au-blaireau-a-t-il-ete-redige-par-un-chasseur-2976890.html>

Falsification preuves Faux en écritures

Falsification preuves 74

Quatre autres personnes, poursuivies pour avoir menti et falsifié des éléments de preuves, le carnet de battue rempli après l'accident, pour avoir fait disparaître ou ajouter certains noms de ce document, ont été condamnées à des peines de 6 à 18 mois de prison avec sursis, des amendes, et l'interdiction de chasser et de porter une arme.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/proces-tireur-1606830103>

Faux en écriture ? Dossier de la consultation publique du chenil de chien de chasse à courre 22

Le juge administratif a annulé l'autorisation préfectoral en précisant que la régularisation était interdite. Mais une consultation publique est ouverte avec des informations manquantes, tronquées, erronées.

pages 5 à 11 quelques éléments :

[https://www.cotes-](https://www.cotes-darmor.gouv.fr/contenu/telechargement/62478/520377/file/Observations%20du%2030%20juin%202023.pdf)

[darmor.gouv.fr/contenu/telechargement/62478/520377/file/Observations%20du%2030%20juin%202023.pdf](https://www.cotes-darmor.gouv.fr/contenu/telechargement/62478/520377/file/Observations%20du%2030%20juin%202023.pdf)

CADA Avis n° 20236611 du 04 décembre 2023 suite au refus opposé par le préfet des Côtes-d'Armor à sa demande de communication, par courrier électronique, des documents suivants :

- 1) le dossier d'instruction présenté au CODERST du 24 août 2023 (décision prise par arrêté préfectoral le 15 septembre 2023) ;
- 2) l'ensemble des communications de toute nature échangées à compter du 17 novembre 2021 entre les services de la DDPP et l'EQUIPAGE DE LA HARDOUINAIS ;
- 3) les rapports des contrôles de l'installation effectués par l'inspecteur de la DDPP (complétés, s'il y a lieu, par les analyses des effluents du chenil, après traitement)

10 ans de procédures et des décisions de justice non respectées.

<https://www.eauxglacees.com/Chasses-a-courre-pour-les-nouveaux-hobereaux-bretons>

<https://www.cotes-darmor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-et-transition-energetique/Installations-classees-agricoles/Consultations-du-public/Equipage-de-la-Hardouinais-Saint-Launeuc>

Manquements obligations mission service public

FDC88 condamnée mais fait appel

L'interdiction de la chasse aux alouettes n'est pas mentionnée sur le site de la Fédération de chasse des Vosges, c'est même une information contraire qui est communiquée. C'est pour cette raison que l'association Oiseaux nature a demandé une assignation devant le tribunal judiciaire après une constatation par huissier.

Pour l'association Oiseaux nature, la Fédération de chasse 88 a failli à sa mission de service public, en « passant sous silence volontairement ou par négligence mais aussi en laissant figurer de fausses informations sur son site internet ». Ce dernier mentionne en effet qu'au 13 décembre, la période de chasse aux alouettes est autorisée.

Nous avons fait part de cette interdiction de chasser les alouettes il y a quelques mois déjà suite à une décision prononcée en août dernier par le tribunal administratif de Nancy.

<https://www.association-oiseaux-nature.com/actions-en-justice/>

<https://www.vosgesmatin.fr/societe/2021/12/23/oiseaux-nature-assigne-en-justice-la-federation-de-chasse-pour-protger-l-alouette-des-champs>

<https://www.vosgesmatin.fr/culture-loisirs/2023/03/25/interdiction-du-tir-de-l-alouette-des-champs-condamnee-pour-faute-la-federation-vosgienne-de-chasse-fait-appel>

Procédures baillons

Plaintes diffamation contre des journalistes, associations (et élus ?)

<https://www.magcentre.fr/218535-apres-la-sologne-la-presse-bientot-engrillagee/>

<https://www.ouest-france.fr/societe/justice/hugo-clement-mis-en-examen-concernant-une-des-ses-emissions-56aa7eac-935b-11ed-a132-da865d0c2723>

<https://www.placegernet.fr/2023/07/04/apres-une-condamnation-pour-diffamation-en-premiere-instance-la-cour-dappel-relaxe-le-militant-jean-francois-noblet/608309>

<https://www.placegernet.fr/2024/02/01/fraude-electorale-fabien-mulyk-maire-de-corps-condamne-a-six-mois-de-prison-avec-sursis-et-deux-ans-dineligibilite/622363>

« les veneurs et veneuses s'offrent la forêt d'Avaugour-Boismeur grâce au conseil départemental des Côtes-d'Armor et sa vice-présidente en charge de l'environnement, Véronique Méheust. Ou comment confondre responsabilité politique et intérêts personnels ».

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/saint-pever-22720/cotes-d-armor-chasse-courre-la-conseillere-departementale-attaque-en-justice-6624970>

L'ONF réclamait, à tort, 55.000€ à des opposants à la chasse suite à la demande des chasseurs.

<https://www.lardennais.fr/art/106217/article/2018-08-09/l-onf-reclame-55-000-euros-trois-anti-veneurs>

<https://www.lunion.fr/id113740/article/2019-12-04/en-proces-contre-lonf-des-anti-chasse-courre-blanchis-au-tribunal>

L'Office national des forêts (ONF), auteur de l'assignation devant le tribunal de Compiègne, réclame aux trois militants du collectif la somme totale de 63.000 euros pour « entrave au droit de chasse »

<https://www.20minutes.fr/societe/2320783-20180813-protection-animaux-remi-gaillard-porte-secours-association-anti-chasse-courre>

Mais quelles sont les raisons de l'ONF pour se mettre ainsi directement au service des chasseurs à courre, pour se laisser instrumentaliser de cette façon ? Un choix politique bien sûr, mais pas seulement :

« L'ONF est en difficulté, il est important que ces loyers tombent, et ces deux équipages représentent 103.000€ de revenus par an. [...] Chaque euro compte ! Si nous n'avons pas procédé à ce geste commercial envers eux, les équipages auraient demandé la résiliation de leur bail de chasse. Or, il en existe 400 en France. »

Face à cette déferlante de cynisme, se tient Maître Jean-Robert N’Guyen Phung, le ténor dépêché par Rémi Gaillard pour soutenir les membres d’AVA : « L’ONF n’est pas là pour spolier le portefeuille des citoyens. On demande à ces trois personnes de financer un “geste commercial” demandé par les veneurs, c’est surréaliste ! »

<https://ava-france.org/2019/10/02/proces-onf-vs-ava-bataille-democratique-nature/>

Intimidations contre des vendéens 85 suite à victoire devant le tribunal administratif annulant l’arrêté battue administrative

<https://www.mesopinions.com/petition/nature-environnement/lettre-ouverte-soutien-aux-vegan-opposants/227880>

https://actu.fr/pays-de-la-loire/bournezeau_85034/bournezeau-la-chasse-sans-limite-aux-sangliers-bientot-jugee-illegale_60588972.html

<https://cada.data.gouv.fr/20213604/>

Contre-manifestation des chasseurs pour nuire aux associations de protection de la Nature

https://www.lepopulaire.fr/limoges-87000/actualites/en-haute-vienne-les-partisans-du-deterrage-de-blaireaux-nabdiquent-pas_14496655/

<https://www.aspas-maitre-renard.org/la-justice-interdit-aux-chasseurs-de-sapproprier-la-journee-mondiale-des-blaireaux/>

<https://www.aspas-nature.org/les-chasseurs-dans-la-rue-pour-defendre-la-barbarie-du-deterrage/>

<https://natureiciailleurs.over-blog.com/2019/03/chasse-a-courre-chasseurs-et-opposants-face-a-face-a-paimpont.html>

<https://www.letelegramme.fr/toute-l-information-de-la-bretagne/span-classamorcepaimpontspan-manifestation-des-chasseurs-et-des-anti-chasse-a-courre-en-deux-lieux-differents-3428745.php>

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/vous-n-etes-pas-le-bienvenu-ici-les-chasseurs-de-la-baie-de-somme-interpellent-un-militant-ecologiste-3065425>

<https://www.marcgiraud-nature.net/detail-dactualite/une-menace-grandissante-pour-la-nature-et-ses-d%C3%A9fenseurs-l%C3%A9colobashing.html>

<https://reporterre.net/Menaces-insultes-en-Ariege-ecologistes-et-agriculteurs-irreconciliables>

Lobbismes

Portrait : L’influent lobbyiste est un des relais essentiels du président de la République dans le monde rural. Un soutien qui lui a ouvert les portes des ministères et leur a permis de freiner les régulations entourant la chasse.

Thierry Coste, lobbyiste pro chasse. Les défenseurs du nucléaire, les armuriers ou les charcutiers inquiets de la suppression des nitrites s’arrachent aussi ses services.

De généreux cadeaux étaient accordés aux chasseurs en échange de la création d’un Office français de la biodiversité et d’un renforcement de la police de l’environnement : division par deux – à 200 euros – du montant du permis de chasse national, réforme des quotas de chasse – pour augmenter ou diminuer le nombre de bêtes à tuer en fonction de l’état des populations –, financement par l’Etat des actions des chasseurs en faveur de la biodiversité Les fédérations se voyaient aussi attribuer l’élaboration des très stratégiques schémas départementaux de gestion cynégétique, jusque-là dévolus aux préfets.

Une cruelle perte de pouvoir pour les représentants de l’Etat : ces schémas, établis pour six ans, prévoient aussi bien les plans de chasse que des politiques à mener en matière environnementale ou agricole. « C’est un peu comme si l’on confiait la prévention routière aux automobilistes », fulmine un préfet, sous couvert d’anonymat

https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/08/03/d-emmanuel-macron-a-jordan-bardella-thierry-coste-chasse-peche-et-trahison_6265595_4500055.html

Ils ont des réserves financières énormes. Donc une capacité aussi à consacrer de l’argent à la publicité, au lobbying, à cette présence partout qui est quand même grande au regard de ce qu’ils représentent, soit 2 % à peine de la population. »

<https://basta.media/Le-lobby-des-chasseurs-veut-encore-gagner-en-influence-et-vise-les-elections-europeennes>

1 mars 2016 Communiqué de presse de M. Bernard CAZENEUVE, Ministre de l’Intérieur, en date du jeudi 31 mars 2016

M. Bernard CAZENEUVE, Ministre de l’Intérieur, a reçu ce matin Place Beauvau M. Thierry COSTE, Secrétaire Général du Comité Guillaume Tell, et plusieurs membres de ce Comité représentant les fédérations de chasseurs, de tireurs sportifs, de ball-trap, les armuriers ainsi que les fabricants et distributeurs d’armes et munitions.

<https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-communiques-de-presse/2016-Communiques/Entretien-avec-le-Comite-Guillaume-Tell>

Le Comité Guillaume Tell¹ fondé en 1999, a pour vocation de défendre les intérêts des deux millions d’utilisateurs² légaux d’armes à feu en France³. Il est étroitement associé à Thierry Coste, lobbyiste qui opère depuis plusieurs années auprès de la Fédération nationale des chasseurs de France. Le Comité Guillaume Tell représente les chasseurs, les tireurs sportifs et les armuriers en s’invitant régulièrement dans les cénacles et commissions de loi qui tendent à réguler ces activités⁴. Il peut être comparé à la National Rifle Association of America (NRA).

Le Comité Guillaume Tell s'inscrit avec d'autres partenaires, comme l'Institut Mirabeau5, le Centre de recherche sur la sécurité intérieure, le Cercle droit & liberté, The Federal Society for Law and Public Policy Studies et le Crime Prevention Research Center dans l'écosystème des professionnels des armes à feu en France et en Europe. Sa création en 1999 répond aux besoins des fédérations professionnelles, des chambres syndicales et des associations qui collectivement sont attachées à l'encadrement juridique de l'utilisation des armes à feu et à la sécurité publique6. Agissant comme un véritable groupe de pression, il défend les intérêts économiques des acteurs de la filière des armes à feu en pesant et en prenant part à l'ensemble des négociations politiques qui ont cours en matière de législation des armes et de sécurité publique

https://fr.wikipedia.org/wiki/Comit%C3%A9_Guillaume_Tell

objectif : sensibiliser les pouvoirs publics et les parlementaires sur l'urgence d'entreprendre une réforme globale de la législation française sur les armes. Tracasseries administratives culpabilisantes.

<https://www.armes-ufa.com/spip.php?rubrique129>

Thierry Coste, se voit "retirer son badge d'accès à un collaborateur bénévole exerçant de façon notoire une activité parallèle de lobbyiste."

Le Monde : Thierry Coste, porte-flingue des chasseurs

Thierry Coste : "Un bon lobbyiste doit être un bon espion avant d'être un manipulateur" : "Le Vrai pouvoir d'un lobby"

<https://www.armes-ufa.com/spip.php?article764>

Ursula von der Leyen, présidente de la commission européenne : les lobbies et élus anti-nature désirant déclasser le loup depuis des années ont trouvé en elle une alliée de choix alors que jusqu'à présent la révision du statut loup n'était pas du tout à l'ordre du jour de la Commission.

<https://www.aspas-nature.org/von-der-leyen-et-les-loups-des-propos-irresponsables-et-mensongers/>

<https://www.aspas-nature.org/la-cjue-sanctionne-la-chasse-des-loups-en-espagne/>

50 000 lobbyistes. Ce chiffre illustre l'ampleur d'un phénomène dans le processus décisionnel au sein des institutions européennes. Mais comment le lobbying est-il encadré au niveau des institutions européennes ? Les risques de corruption sont-ils écartés pour autant ?

<https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/287735-lobbying-quels-dispositifs-dencadrement-dans-lue>

Décisions de justice bafouées

Chenil de chiens de chasse à courre 22

10 ans de procédures de contestation de l'autorisation préfectorale annulée avec interdiction de régularisation par le juge.

En 2023, la préfecture lance, en catimini, une consultation publique de régularisation, sans informer le public de l'interdiction.

Malgré les avis majoritaires défavorables, le préfet accorde une nouvelle fois l'autorisation illégale, contraignant à de nouvelles procédures en justice.

<https://www.eauxglacees.com/Chasses-a-courre-pour-les-nouveaux-hobereaux-bretons>

Arrêté Haute Marne vénerie sous terre du blaireau

La préfecture soumet à consultation publique un projet identique à celui annulé par le juge, sans en informer le public.

<https://champagne-ardenne.lpo.fr/lpo-ca/actualites/2765-opposez-vous-a-la-periode-complementaire-de-chasse-aux-blaireaux-en-haute-marne>

Responsabilité Etat

« Nous avons décidé de nous attaquer au stratagème particulièrement déloyal mis en place par les préfectures qui consiste à publier des arrêtés prenant pour cible des animaux après leur entrée en vigueur »

« On fonde notre requête sur le droit constitutionnel à un recours effectif et sur le droit à un recours effectif en matière environnementale protégé par la Convention d'Aarhus »

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/chasses-recours-one-voice-conseil-etat-recours-judiciaires-efficients-44561.php4>

Suite au contrôle de la Cour des comptes, rapport juillet 2023

<https://reporterre.net/Morts-de-la-chasse-deux-collectifs-envoient-l-Etat-au-tribunal>

une telle procédure est "inédite en matière de chasse". Elle a néanmoins déjà abouti par le passé, sur d'autres sujets : le 3 février 2021, après plus de trois ans de procédure, le tribunal administratif de Paris avait ainsi reconnu l'existence d'un préjudice écologique lié au changement climatique.

https://www.francetvinfo.fr/france/chasse/chasse-deux-associations-attaquent-l-etat-francais-en-justice-pour-defaut-de-securisation-de-la-pratique_6111627.html

<https://lareveetlapeste.fr/recours-en-justice-historique-contre-letat-pour-inaction-en-matiere-de-securite-liee-a-la-chasse/>

<https://one-voice.fr/news/le-gouvernement-refuse-de-securiser-la-chasse-nous-lattaquons-en-justice/>

https://actu.fr/societe/trop-d-accidents-de-chasse-l-etat-francais-attaque-en-justice-pour-defaut-de-securisation_60190667.html

Indemnisation des dégâts causés à ses récoltes par le grand gibier,

12. Il résulte de l'instruction, comme en témoignent les nombreuses réunions organisées depuis les années 1990 par le **préfet du Cher** ainsi que les mesures régulièrement prises par cette même autorité pour tenter de réguler la population de cervidés et de sangliers présente en excès sur le territoire de la commune d'Epineuil-le-Fleuriel, et en particulier sur le domaine du Feuilloux, que **l'autoroute A71 constitue depuis sa mise en service en 1989 un obstacle à la circulation de ces animaux** entre les forêts de Tronçais et de Bornacq, auquel la présence de plusieurs passages à faune ne suffit pas à remédier. Il est également établi que cette situation a pour effet de concentrer entre septembre et mai le grand gibier sur le territoire de la commune, en particulier sur les 32 hectares de bois appartenant à Mme A.... Enfin, il ne saurait être sérieusement contesté que cette surpopulation de grand gibier a causé des dégâts notables à la propriété de Mme A.... Ces dommages revêtant un caractère anormal, de par leur durée et leur ampleur, et spécial, dès lors qu'ils affectent avec une intensité particulière la propriété de Mme A..., **la responsabilité de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône est engagée.**

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043534419>

<https://savoir-animal.fr/les-oubliees-de-a71-victimes-etat-et-chasseurs-seule-solution-passage-a-faune/>